

Aussi paru dans 9 février 2026 - Le Monde (site web)

Une Événement L'université qui se rêve en laboratoire vivant d'une recherche durable

Transition écologique : penser la recherche autrement

L'université de Lausanne s'est lancée dans une véritable révolution avec le lancement d'assises auxquelles participent 70 volontaires pour modifier en profondeur ses pratiques. Sans exclure la possible remise en cause de piliers académiques

David Larousserie

Lausanne (Suisse) - envoyé spécial - Dans une salle aux larges baies vitrées, au rez-de-chaussée d'un bâtiment de l'université de Lausanne (UNIL), en Suisse, règne une atmosphère mêlée de solennité et d'enthousiasme. A la tribune, Benoît Frund, vice-recteur chargé de la transition écologique et du campus, confesse son émotion. « *On nous regarde, vous allez faire œuvre pionnière.* » Plus lyrique, il ose un : « *J'espère qu'un grand mouvement se lance.* » Son collègue Renaud Du Pasquier, doyen de la faculté de biologie et de médecine (FBM), poursuit dans la même veine : « *A vous de jouer, je vous envie* », dit-il au parterre de 70 jeunes chercheurs, médecins ou employés administratifs de la FBM.

Tiré au sort, ce panel représente les 4 000 personnes travaillant au sein de la faculté, dans leur diversité de genres, de fonctions et d'entités. La FBM compte, outre les centres de recherche, un CHU, un hôpital ophtalmologique et un centre de médecine générale et de santé publique. Ces volontaires sont réunis pour entamer une petite révolution dans le monde académique. Rien de moins que « *faire du campus un laboratoire vivant de la transition écologique et sociale* », selon Benoît Frund. Ou rendre la recherche durable, selon l'intitulé de ces assises, lancées le 20 novembre 2025, dont la première des cinq sessions de travail a commencé le 26 janvier.

Transition, durabilité et écologie sont des concepts qui fleurissent un peu partout. En quoi l'UNIL se distingue-t-elle ? Il y a d'abord l'originalité du processus délibératif, sur lequel nous reviendrons, mais surtout la volonté d'aller plus loin que les initiatives que l'établissement ou d'autres universités ont déjà lancées. En effet, entre novembre 2022 et juillet 2023, une assemblée a déjà fait réfléchir 60 personnes tirées au sort pour élaborer une stratégie de transition écologique, traduite en juillet 2024 par le plan CAP2037, qui décline des cibles et des actions.

Parmi les objectifs de ce plan figurent : la réduction de l'empreinte carbone de 47 % d'ici à 2037, année où l'UNIL fêtera ses 500 ans, par rapport à 2023 ; la diminution de l'impact sur la biodiversité de 28 % ; l'interdiction de l'avion pour les destinations atteignables en dix heures de train ; l'augmentation de la part d'aliments d'origine végétale dans les cafétérias de 30 %, par rapport à 2019 (l'assemblée aurait voulu cesser la viande en 2028 ; rare point de désaccord entre direction et panel) ; la suppression des emballages en plastique et en aluminium d'ici à 2030 ; le recours à l'énergie renouvelable pour couvrir 100 % des besoins ; la baisse de la surface brute par personne de 20 %...

« Un défi excitant »

L'université ne s'intéresse donc pas qu'aux émissions de carbone, mais aussi aux limites planétaires, telles que la biodiversité, l'air, l'eau, l'occupation des sols ou les cycles de l'azote. « *Pour ramener l'UNIL dans les limites planétaires, l'efficience ne suffira pas. Il faut faire de la recherche autrement et, comme ce sont des questions difficiles, nous avons besoin d'un espace de débat particulier* », fait savoir Julien Meillard, adjoint de M. Frund à la transition écologique et au campus, et chef de projet de la première assemblée.

Pour ces assises de la FBM, des changements profonds sont donc attendus et plus seulement des modifications dans le quotidien des chercheurs (mobilité, sobriété énergétique, repas, recyclage...). « *Ce sera dur de trouver des choses acceptables par tout le monde* », témoigne une des panélistes (nous ne divulguons aucun nom pour respecter l'intégrité du processus, qui s'achèvera en juin). « *Il faut du changement systémique dans nos activités* », appuie une de ses camarades. « *C'est un défi, c'est excitant et je suis impatient de confronter mes idées à celles des autres* », ajoute un autre.

Lui et ses camarades risquent de ne pas être déçus. « *Le paradigme dominant de la recherche est largement calqué sur*

le fonctionnement, notamment économique, de nos sociétés, incitant à une production croissante et de plus en plus rapide de connaissances, ce qui n'est pas durable dans différentes dimensions », explique Nicolas Senn, vice-doyen de la faculté chargé de la durabilité et des infrastructures.

Des piliers académiques doivent donc être questionnés et remis en question, comme les classiques conférences au bout du monde, mais surtout le système de publication très productiviste, l'évaluation des carrières, les mises en concurrence par appel d'offres pour les financements et les postes, la gouvernance...

M. Du Pasquier, dans son discours, s'inquiétait aussi du gaspillage, dans les laboratoires, avec des échantillons non utilisés, des données non publiées... Question encore plus existentielle, qui prend la décision de lancer ou non une recherche : les scientifiques, les citoyens, des agences de financement... ? Faut-il collaborer avec des entreprises polluantes ? Ou encore : *« Les questions de recherche que l'on se pose sont-elles les bonnes ? »*, philosophe Margot Thome-Miazza, vice-doyenne chargée de la recherche et de l'innovation de la FBM. Avec, en corollaire, la possibilité d'interdire ou de ne pas mener à bien certaines études, d'oser parler de « recherches inutiles ».

Et pourquoi ne pas aller jusqu'à réorienter des pans entiers du secteur biomédical vers la prévention, souvent négligée ? *« Tout se tient. Nos pratiques, nos objets, nos organisations... Nous avons besoin d'un espace pour poser ces questions, au-delà de la gestion du carbone »*, rappelle Tamara Ben Ari, chercheuse à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, cofondatrice de Labos 1point5 et invitée comme experte lors de la première assemblée. Elle avait plaidé pour une telle convention nationale en France.

A Lausanne, cet espace se construit à l'échelle d'une seule faculté pour l'instant. Devant l'ampleur de la tâche, les organisateurs de ces assises avancent prudemment.

Sous la baguette bienveillante de Nina Suckow, du pôle formation du centre de compétences en durabilité (CCD) de l'UNIL, la petite troupe du panel est invitée à se mettre sur une ligne, les plus méfiants envers le dispositif d'un côté, les plus favorables de l'autre. Les premières prises de parole fusent. *« Il manque quelque chose ! La société. »* Remarque acceptée par le panel et amendée par une autre voix : *« Oui, mais nous sommes aussi des patients. »*

« Cela ne vaut pas le clash de la première assemblée », raconte Nina Suckow. A l'époque, les participants avaient manifesté leur scepticisme envers le dispositif de la direction. *« Il faut être à fond pour mener les changements »*, dit une panéliste située en bout de la ligne « optimiste », rassurante sur la suite des assises.

Des leçons ont aussi été tirées de la première expérience. Un changement, inspiré de l'université de Rennes, a été introduit. Parmi les 70 panélistes, 30 ont été tirés au sort, non pas parmi l'ensemble du personnel, mais au sein d'un groupe de personnes ayant un rôle-clé dans la gouvernance de la FBM. Lors de la convention ayant réuni 150 personnes, entre avril 2024 et janvier 2025, à Rennes, la *« volonté était que le processus imprègne tout l'établissement »*, souligne Muriel Hissler, vice-présidente adjointe de l'université bretonne.

Les organisateurs comptent sur le double effet de ces conventions, assemblées ou assises. Elles produisent des recommandations, certes, mais elles transforment aussi ceux qui y participent : ces derniers deviennent ensuite des ambassadeurs au sein de leurs laboratoires ou de leurs administrations. *« C'est motivant de travailler à faire évoluer le monde académique »*, assure Nicolas Chesaux, l'un des dix facilitateurs des assises, qui avait été panéliste précédemment. Emanuele Boni, aussi dans ce cas, avoue avoir changé son régime alimentaire depuis la première phase. Il est en outre coauteur d'un plan durabilité à l'échelle de trois laboratoires, Greener Biophore.

Nina Suckow insiste donc pour que tous s'engagent pendant et entre les sessions : *« Plus vous serez impliqués, plus on ira loin »* ; *« Osez dire les choses ! »* Ensemble, ils fixent les règles du jeu : respect, bienveillance, humour... *« Pas d'idéologie. »* Là, cela ne passe pas. Poliment, un panéliste dit son désaccord, cette règle apparaissant incompatible avec une précédente, la liberté d'expression. Proposition rejetée.

« Prendre le maquis »

La suite sera moins agréable pour les volontaires. D'abord Nelly Niwa, la directrice du CCD, et M. Senn font la longue liste des *« polycrises »* qui encerclent les chercheurs : crise personnelle (perte de sens, dissonance entre valeurs personnelles et projets de recherche dommageables à l'environnement), crise de la recherche, avec budget en berne, attaques sur les libertés académiques. crises économiques et sociopolitiques... Avec, au-dessus de tout cela, crises de l'eau, de la

biodiversité, du climat, des pollutions... Sans compter l'arrivée d'un nouveau bouleversement, avec l'intelligence artificielle, dont les usages et les effets sur l'environnement sont de nature à chambouler les débats. N'en jetez plus ! Le panneau résumant cette situation restera accroché toute la journée sur une vitre.

Puis Mme Thome-Miazza enfonce le clou, en dressant la litanie des (mauvaises) raisons de ne rien faire, recensées dans les couloirs, qui sont comme autant de verrous que les panélistes devront faire sauter : aller vers une recherche durable nuirait à la compétitivité des laboratoires de Lausanne en ajoutant des contraintes et de la bureaucratie, et en augmentant les coûts (le train coûte plus cher que l'avion) ; la recherche est quasi sacrée et doit être une exception dans nos sociétés, et donc elle doit faire moins d'efforts, a fortiori dans le domaine de la santé ; enfin, dernier point, très scientifique, il faut d'abord mesurer et quantifier avant d'agir. Les obstacles sont nombreux.

Heureusement, le 20 novembre, lors du lancement de ces assises, l'inséparable duo formé par Mme Niwak et M. Senn avait balayé par avance ces raisons de ne rien faire. Pêle-mêle, ils avaient rappelé que la quantification des effets existe déjà dans bien des domaines. Qu'être efficace et sobre peut aussi entraîner des économies. Que l'éthique scientifique, si les chartes sont modifiées, pourrait obliger à tenir compte des contraintes environnementales, comme l'a rappelé en France un avis du comité d'éthique du CNRS, en 2022.

Dans son discours introductif, Renaud Du Pasquier avait été également très clair pour dissiper les craintes sur la perte de compétitivité : « *On ne se tire pas une balle dans le pied. On ne veut pas casser la recherche, mais cela ne dispense pas de réfléchir.* » Il affirme même que cette nouvelle stratégie sera un atout dans la compétition mondiale.

Pour revigorer tout le monde, Bertrand Kiefer, médecin, éthicien, ancien rédacteur en chef de la *Revue médicale suisse* et l'un des deux grands témoins des assises, s'est montré particulièrement en verve à la tribune. « *Il y a un moment où la situation va casser. Ce n'est pas tenable. La recherche doit changer dans sa nature, ses objets, ses paradigmes, ses questions... Il faut aller plus loin que la réduction de l'empreinte carbone.* » Puis, rappelant que « *l'avenir ne va pas être tendre pour les chercheurs et les universités* », il plaide soudain pour la construction d'une contre-culture : « *Il faut prendre le maquis, cela peut plaire à la jeunesse !* »

A peine le temps de digérer tous ces éléments que les panélistes doivent engloutir un autre morceau, une spécialité locale, le « donut ». Ce n'est pas une pâtisserie un peu lourde, mais un concept imaginé par l'économiste britannique Kate Raworth, en 2017, et mis en musique par plusieurs villes et entités, dont l'université de Lausanne. Il consiste, d'une part, à mesurer les effets des activités d'une entité sur les limites planétaires (pollution de l'air et des sols, cycle de l'eau, réchauffement climatique...) pour savoir quels sont les efforts à fournir pour en réduire les conséquences. Et, d'autre part, à faire de même sur des facteurs socio-économiques, la santé, le logement, l'accès à l'eau ou à l'emploi, pour se situer au-dessus d'un minimum appelé plancher social. Si bien que cet exercice de recherche durable, de transition écologique ou de transformation systémique se résume à « *rentrer dans le donut* », comme aime à le dire M. Meillard.

« Une zone à défendre »

Le panel goûte donc à ce donut en analysant individuellement et qualitativement les limites planétaires et les aspects sociaux touchés par une de leurs activités. « *Que du négatif !* », témoigne un participant, qui n'est pas surpris qu'à force d'achats d'équipements, de consommation d'énergie ou de déplacements, sa recherche touche de nombreuses dimensions du donut. « *Mais j'ai du positif sur le plancher social* », ajoute-t-il.

Le centre de compétences a fait beaucoup d'efforts pour quantifier le donut de l'UNIL et pour l'adapter à la faculté. Le plancher social, lui, est toujours en cours de calcul. Nelly Niwa, avocate de l'outil et qui s'amuse que ses bureaux soient dans le bâtiment Vortex de l'université, en forme de beignet, reste lucide et ne recommande pas forcément à tout le monde de se lancer dans des mesures trop longues et précises.

Ce moment difficile à digérer le donut amène aux conclusions de la première session, où chacun vient coller des mémos pour y écrire ses rêves et ce que devrait être la durabilité de la faculté pour 2037 : « *une évidence* », « *avec moins d'animaux et mieux traités* », « *avec moins de plastique* », « *une zone à défendre* ».

Après la deuxième session, le 10 février, il en restera trois pour concrétiser ces aspirations.

© 2026 SA Le Monde. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20260211-LM-202602113×20×21796928920